

Service de la sécurité de l'environnement industriel
131 Faubourg Bannier
Cité administrative Coligny - Bâtiment C
45000 Orléans

Orléans, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COPPOOLSE Adrien

125 route de La Malvandière
45110 Sigloy

Références : -
Code AIOT : 0054500399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement COPPOOLSE Adrien implanté Corneboeuf 45150 Ouvrouer-les-Champs. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient le lendemain d'un incendie dans un poulailler de l'exploitant. Cet incendie s'est déclaré lors du chauffage du poulailler pour préparer la mise en place d'un nouveau lot de poussins. Ces derniers ont été pris en charge par l'intégrateur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COPPOOLSE Adrien
- Corneboeuf 45150 Ouvrouer-les-Champs

- Code AIOT : 0054500399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'élevage est spécialisé dans la production de poulets de chair. L'exploitation est autorisée au titre des ICPE par un arrêté préfectoral du 26 mars 2019, pour une capacité de 90 968 emplacements en poulets de chair et 36 387 emplacements en dindes médiums. L'exploitation est constituée de 4 poulaillers.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'incendie a été géré par le SDIS et ne s'est pas propagé dans d'autres bâtiments.

L'exploitant a mis en place un générateur de secours pour répondre au besoin d'électricité dans les autres poulaillers de l'installation, préservant ainsi leur fonctionnement.

En concertation avec la compagnie d'assurance, le bâtiment incendié et le sol (2m²) pollué par un produit acide seront évacués dans des filières de traitement spécialisé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les vérifications périodiques relatives aux installations électriques, aux stockages de gaz, et aux

extincteurs n'étaient pas à jour au moment de l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Concernant l'incendie du poulailler survenu le 27/01/26, l'inspection des installations classées n'a reçu au 02/03/2026 : - ni une déclaration formelle d'accident à réaliser en ligne via le site Service Public Entreprendre [https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939] ; - ni un rapport d'accident.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de déclarer l'accident qu'il a subi au moyen du site internet prévu à cet effet et de renseigner le rapport d'accident associé à cette déclaration dématérialisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 jours

N° 2 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée :

<p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de ses installations où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le lieu et les quantités maximales des matières combustibles ainsi que des matières dangereuses ; - les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan de ses installations conformément à la prescription précisée ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Recensement des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de ses installations où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parties de l'installation qui, notamment en raison de la présence de gaz, de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut

dosage, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan de ses installations conformément à la prescription précisée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : L'installation dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none"> - poteau public implanté à moins de 200 mètres de ses bâtiments ; - plan d'eau ; - extincteurs portatifs dans chaque bâtiment. Cependant, lors de la visite du 28/01/26, la dernière vérification annuelle des extincteurs datait de décembre 2024 et aucune nouvelle vérification n'était programmée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à la vérification des extincteurs par une société spécialisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : L'exploitant, employant des salariés, ne disposait pas de justificatifs permettant de démontrer que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire procéder par une société spécialisée à la vérification annuelle de ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage) et de transmettre à l'inspecteur les rapports, accompagnés le cas échéant des documents justifiants de travaux de lise en conformité relatifs aux anomalies signalées dans les rapports de vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours